REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MARNE — 3e CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES de JUIN 1968

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

CHERS CONCITOYENS,

Il y a un an et demi nous affirmions, sans avoir été suffisamment entendus, que :

— l'U. N. R. n'était pas un gage de stabilité,

— qu'il était dangereux de vouloir aboutir en politique à l'affrontement des deux blocs, gaulliste et communiste,

— que les situations économique et sociale étaient mauvaises,

— que seul un Centre étoffé pouvait rétablir l'indispensable dialogue avec un Pouvoir sourd et l'obliger à modifier sa politique.

Dix ans de pouvoir sans partage n'ont permis de mener à bien aucune réforme essentielle et la position de la France depuis les dernières élections n'a pas cessé de se dégrader.

C'est l'incapacité du Pouvoir à créer et à réformer qui nous a amenés aux limites de l'insurrection.

Ne nous y trompons pas, les désordres et les grèves n'ont pas été le fait d'une petite minorité, mais bien un réflexe de profond mécontentement de toutes les régions et de toutes les classes sociales. On peut se demander quelle en aurait été l'issue si la C. G. T. n'avait pas systématiquement freiné.

Et nous voici à la veille de difficultés économiques et financières graves. Notre monnaie est lourdement atteinte, le niveau de vie diminuera en 1968, notre position internationale se dégrade.

La France n'avait pas voulu cela en votant pour la majorité.

Notre devoir est à nouveau de vous adjurer de réfléchir et de considérer que beaucoup de ces drames auraient pu être évités si le Centre avait été en mesure, par le nombre de ses élus, d'exiger un dialogue et d'infléchir la politique du Pouvoir. C'est ce tiers parti qui aura cruellement manqué dans les derniers mois.

Son absence a permis qu'une majorité inconditionnelle couvre sans murmurer les erreurs et les outrances d'un gouvernement resté sourd et aveugle parcequ'il était coupé des forces réelles du pays.

Il faut, maintenant, rebâtir : Cette tâche sera, à notre sens, impossible si vos votes aboutissent à rétablir une majorité sans ouvertures au dialogue.



A. de COURSON

Inspecteur des Finances
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre du Mérite
Croix de Guerre (3 étoiles)
Médaillé de la Résistance
Médaillé de la Jeunesse et des Sports
Maire de Vanault-les-Dames
Conseiller Général
Président de la Commission des Finances



M. MÉNARD

Commerçant
Ancien Adjoint au Maire de Châlons
Chevalier du Mérite Social

Tout, au contraire, est possible, si un Centre puissant exige l'infléchissement de la politique actuelle et évite l'affrontement.

Votre devoir est de nous aider dès le premier tour, car nous vous offrons de montrer par vos bulletins que la France, pour beaucoup de ses citoyens, refuse la dangereuse aventure marxiste comme, aussi, un pouvoir personnel voué à engendrer le désordre et la stagnation et, par là même, à faire le jeu de l'extrême-gauche.

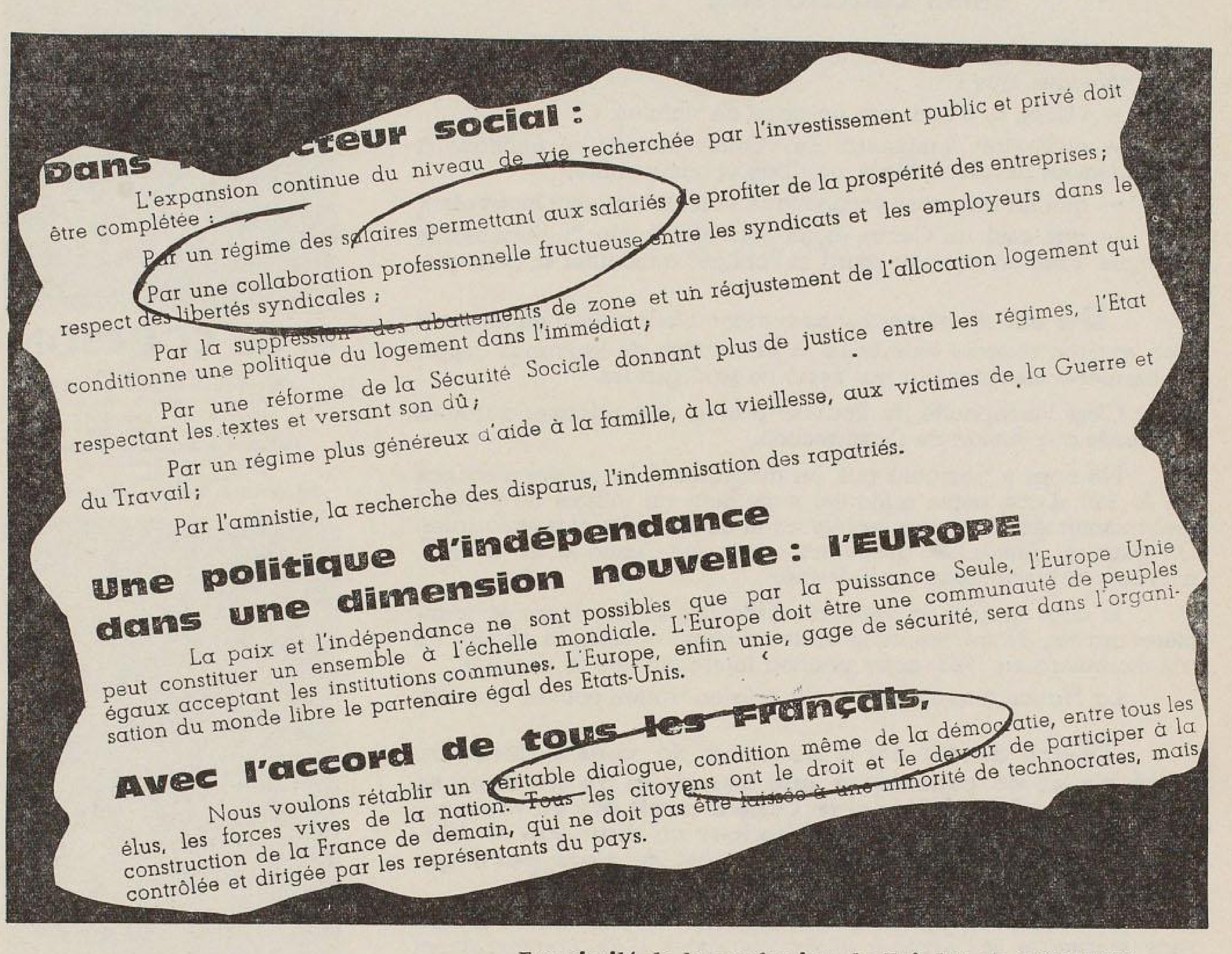
Vous Voterez CENTRE - P. D. M., dès le 23 Juin

Vous Voterez A. de COURSON

Suppléant : Michel MÉNARD

Ce que nous vous disons aujourd'hui

nous vous le disions déjà il y a 15 mois



Dans [illegible]cteur social :

L'expansion continue du niveau de vie recherchée par l'investissement public et privé doit être complétée :

Par un régime des salaires permettant aux salariés de profiter de la prospérité des entreprises ;

Par une collaboration professionnelle fructueuse entre les syndicats et les employeurs dans le respect des libertés syndicales ;

Par la suppression des abattements de zone et un réajustement de l'allocation logement qui conditionne une politique du logement dans l'immédiat ;

Par une réforme de la Sécurité Sociale donnant plus de justice entre les régimes, l'Etat respectant les textes et versant son dû ;

Par un régime plus généreux d'aide à la famille, à la vieillesse, aux victimes de la Guerre et du Travail ;

Par l'amnistie, la recherche des disparus, l'indemnisation des rapatriés.

Une politique d'indépendance dans une dimension nouvelle : l'EUROPE

La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. Seule, l'Europe Unie peut constituer un ensemble à l'échelle mondiale. L'Europe doit être une communauté de peuples égaux acceptant les institutions communes. L'Europe, enfin unie, gage de sécurité, sera dans l'organisation du monde libre le partenaire égal des Etats-Unis.

Avec l'accord de tous les Français,

Nous voulons rétablir un véritable dialogue, condition même de la démocratie, entre tous les élus, les forces vives de la nation. Tous les citoyens ont le droit et le devoir de participer à la construction de la France de demain, qui ne doit pas être laissée à une minorité de technocrates, mais contrôlée et dirigée par les représentants du pays.

Fac-similé de la profession de Foi d'A. de COURSON et Michel MÉNARD, pour les Elections Législatives de Mars 1967

NON à une France déchirée

Votez **CENTRE - P. D. M.**

Votez **A. de COURSON**

M. MÉNARD

IMP. PAQUEZ - CHALONS

Vu : le Candidat